



T3-00091  
734312  
Hist BL

Code épreuve : 279

Nombre de pages : 9

Session : 2023

Épreuve de : HISTOIRE

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Dans Les classes moyennes devant l'histoire, Serge Berstein interroge la consistance historique et sociale de telles "classes moyennes" et les raisons de l'intérêt tardif accordé par les historiens à ce groupe social. Selon lui, le concept même de "classe moyenne" pose initialement problème dans la mesure où il contredit la vision binaire de la société marxiste entre bourgeois et prolétaires. En effet, s'il s'agit d'un groupe flou et hétérogène qui revendique le terme de classe alors même que l'appartenance à une conscience de classe (moyenne) commune est contestable, il est au moins caractérisé par l'appartenance à une position intermédiaire. Il n'y a peut-être pas une unique classe moyenne ~~et~~ mais de multiples classes moyennes qui coexistent et se succèdent dans le temps, mais qui semblent avoir pour point commun une même aspiration à ne pas "retomber" dans une position sociale inférieure dont elle a réussi à s'extraire (classe ouvrière) et à accéder à une condition sociale supérieure (imitation de la classe bourgeoise). La possibilité de mobilité sociale, et surtout d'ascension sociale, est donc primordiale pour que puisse naître une classe moyenne : c'est ce qui offre les Républicains, avec leur idéal méritocratique, dès le début de la III<sup>e</sup> République. Politiquement, les classes moyennes mûrissent donc avec ce nouveau régime et forment la base électorale du parti radical, qui revendique la garantie et la protection de la propriété privée. Cependant, les individus appartenant à cette classe moyenne se différencient par leurs professions (indépendants, artisans, commerçants, instituteurs, employés, etc), leurs origines, leurs trajectoires et parcours de vie : ils ne forment donc pas d'électorat unifié. Moyennisation de la société ne signifie donc pas homogénéisation, tant en termes économiques que politiques et culturels. Si les classes moyennes imitent les modes de vie des catégories sociales supérieures, elles le font en décalé (alloctonia) et de manières différenciées, en raison de codes culturels et de possibilités économiques différentes. Dès lors, l'enjeu central est de comprendre la prise de consistance d'un groupe social, que l'on

comme même "classe", hétérogène et fluctuant, défini par des aspirations plutôt que par une condition unique de 1870 à 1990.

De 1870 à 1945, les classes moyennes naissent avec la III<sup>e</sup> République et son idéal méritocratique d'extension sociale (I). De 1945 au début des années 1970, pendant les "Trente Glorieuses" (Toussaint) on assiste alors à une "moyennisation" de la société française (Nendres) (II). De 1970 à ~~1990~~ 1990, les classes moyennes sont fragilisées dans leur position comme dans leurs aspirations par la montée du chômage, la crise économique et la montée des incertitudes (III).

Les classes moyennes, qui se définissent dans leur hétérogénéité par une aspiration plutôt que par une position stable et définie dans l'ordre social, ne peuvent apparaître que dans une société qui rend possible la mobilité sociale. Elles naissent donc avec les promesses de la III<sup>e</sup> République (A) et l'essor du parti radical qui entend les représenter et leur donner une consistance politique (B). Les aspirations des classes moyennes se concrétisent alors dans leur imitation du mode de vie bourgeois et l'essor d'une culture de masse (C).

La III<sup>e</sup> République participe à la création des classes moyennes, en tant que groupe électoral. En effet, suite à la défaite française lors de la guerre de 1870 et à la naissance d'une République (4 septembre 1870) pourtant gouvernée par des monarchistes (Thiers), les Républicains opportunistes essayent d'obtenir le soutien de classes moyennes naissantes, par leurs promesses et leur croyance en un idéal méritocratique qui rend possible la mobilité sociale. Ils se placent ainsi dans l'héritage de la Révolution française, défendent tant l'égalité que des mesures sociales et la défense de la propriété privée dès lors qu'elle est accessible à tous, et pas seulement aux classes bourgeoises. Cet idéal méritocratique se traduit essentiellement par la politique éducative des Républicains et par les lois Ferry de 1881 qui rendent l'école laïque, obligatoire et gratuite. Il met alors à exécution son programme énoncé dans son discours de 1870 intitulé "De l'égalité d'éducation", dans lequel il entendait poursuivre le travail entamé lors de la Révolution française,

en plaçant tous les êtres à égalité devant l'induction. Le changement est plus qualitatif que quantitatif (de nombreux enfants allaient déjà à l'école depuis la loi Guizot de 1833) et accompagne un désir d'éducation. En effet, à travers l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul par les filles comme par les garçons, se joue la possibilité de sortir d'une condition ouvrière et paysanne, jugée pénible et précaire. L'école républicaine offre donc la possibilité pour les enfants d'accéder à une position sociale supérieure à celle de leurs parents. Les changements sociaux témoignent donc d'une aspiration nouvelle et contribuent à consolider cette "chance moyenne" émergente. Des instituteurs sont alors formés dans des écoles normales pour enseigner dans la région d'où ils viennent : ils incarnent donc, dans leur village ou ville d'origine, cette possible ascension sociale par l'instruction. En effet, l'instituteur, surnommé "husard noir de la République" par Péguy (L'Argent, 1913) est emblématique de cette position de l'entre-deux : il a accédé à une condition sociale supérieure par ses études et est respecté pour cela, comme en témoigne Roger Thobaut dans Mon village, mais demeure dans une position économique précaire. La fonctionnarisation, instituée par une loi de 1889, donne un peu de stabilité à cette profession.

Au tournant du siècle, c'est le parti radical, créé en 1901 grâce à la loi sur la liberté d'association du gouvernement de Waldeck-Rousseau, qui s'impose comme le parti des classes moyennes naissantes, tant des petits propriétaires que des professions libérales (médecins, avocats, etc.). Inspiré du programme de Belleville de Gambetta de 1867, il affirme son programme en 1907 lors du congrès de Nancy : il insiste alors sur les mesures sociales et la défense de la propriété privée, en opposition avec la SFIO (1905), parti marxiste prônant l'abolition de la propriété privée et la mise en commun des moyens de production. Le triomphe du parti radical pendant la Belle Époque et jusqu'au début des années 1930 témoigne ainsi de l'essor des classes moyennes à cette époque, qui entendent se démarquer de la condition ouvrière et paysanne. Le Bloc des gauches, marqué par le ministère Combes, est dominé par les radicaux qui mènent alors une bataille contre le pouvoir de l'Église et pour la laïcité (loi de séparation de l'Église et de l'État du 9 décembre 1905). Après la Première Guerre mondiale, qui, totale, solidaire les classes moyennes comme tous les autres partis de la population, le parti radical revient au pouvoir à la tête du Cartel des Gauches, présidé par Henriot. Or les "cinq parts du Cartel des Gauches" nous indiquent sur les aspirations des classes moyennes à cette époque, que le parti radical entend représenter : application de l'impôt sur le revenu (1<sup>er</sup> janvier 1916), fin des décrets lois, laïcité et fin du concordat en Alsace-Lorraine, et application de lois sociales. Surtout la petite propriété privée par les classes moyennes, c'est du même coup s'opposer au communisme naissant (fondation de la SFIC par 1920 lors du

Congrès de Tours). Ainsi Sartout s'oppose au communisme tant dans les colonies qu'en France, avec le loi de 1928 le moyen d'accéder à la propriété, à la fin des années 1920. Cependant, l'échec du Cartel des Gauches (1925) pour des raisons de politique économique mène à nuancer l'audience des classes moyennes en politique. Peut-on considérer, à la suite d'Alain dans Le Citoyen contre les Parvenus, que le parti radical est un "contrôle", c'est-à-dire un parti d'opposition et non de gouvernement ? Cela explique peut-être le déclin du parti radical dans les années 1930. Les classes moyennes sont en effet déstabilisées dans leurs aspirations par la crise économique. Pour les petits employeurs, la montée des difficultés signifie hausse des licenciements, voire fermeture. L'aspiration à devenir rentier est mise à mal par la Grande Dépression, qui ronge les rentes (contrairement à la "Belle Époque des rentiers"). Les classes moyennes peuvent, dans l'ensemble, se sentir abandonnées politiquement dans la mesure où leurs intérêts ne semblent pas être pris en compte par les gouvernements successifs. Ainsi, le parti radical se détache de son électeurat moyen et de sa base militante lors du Front Populaire en 1936 : les hausses de salaires et mesures sociales des Accords Matignon se traduisent en effet par une hausse des charges patronales. Cette inégalité politique caractéristique d'une classe moyenne pourtant en pleine expansion mène une partie à se syndiquer, tant dans un syndicat des classes moyennes (1937) que dans la CGPF devenue en 1936 Confédération générale du patronat français (le "P" de production ayant été remplacé par patronat), qui entend désormais représenter tous les patrons, y compris les petits patrons de la classe moyenne.

Outre la représentation politique et la position intermédiaire de détachement vis-à-vis de la classe ouvrière les classes moyennes se singularisent par leur imitation, dans le domaine social et culturel, des classes bourgeoises. Cette imitation est rendue possible d'une part par leur plus grand pouvoir d'achat par rapport à une condition paysanne par exemple qui ne permettait qu'une agriculture de "subsistance", et d'autre part par des lois sociales républicaines accordant plus de place aux loisirs, de la semaine journalière de 8h (1919) aux premiers congés payés pour les employés (1936). Cette reproduction des pratiques culturelles est ainsi accompagnée par l'émergence d'une culture de masse accessible à tous. Par exemple le magazine Les Femmes de la mode diffusent la mode des grands villes et de la bourgeoisie aux femmes plus modestes de la classe moyenne qui peuvent dès lors les imiter. De même le vélo et l'automobile sont progressivement rendus accessibles et se démocratisent. Dans le domaine culturel, le cinéma fait son essor avec le "jazz parlé" qui place désormais le cinéma dans des salles, et plus seulement dans des fêtes foraines. Une offre se diffuse aussi pour attirer le public des enfants, avec des revues comme Les Pieds Nickelés ou Le Semain de Suzette qui publie dès 1965 Bébé. Cette culture de masse naissante, par sa démocratisation des pratiques culturelles, rend possible une diversification des pratiques et une

# Copie anonyme - n°anonymat : 734312

Emplacement  
QR Code

Code épreuve : 279

Nombre de pages : 9

Session : 2023

Épreuve de : HISTOIRE

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

diversification de l'offre désormais accessible à la classe moyenne moyenne.  
Ainsi, les classes moyennes sont nées avec l'idéal méritocratique républicain et se sont épanouies sous la III<sup>e</sup> République, représentant un ensemble de plus en plus disparate, rassemblé par une aspiration commune à l'ascension sociale mise à mal par la Grande Dépression.

Pendant les Trente Glorieuses, les classes moyennes ont pu profiter grâce à la croissance économique et aux mesures sociales de l'Etat providence instituée à la Libération qui facilitent la mobilité sociale, on bien qu'on peut parler de "moyennisation" (Roudes). Avec le déclin du parti radical arrivé à la déroute et à la III<sup>e</sup> République qui en est jugée responsable, les classes moyennes forment un groupe électoral plus diversifié que jamais, une "constellation centrale" (A). L'accès à la propriété permis par cette période de développement et de prospérité économique permet l'émergence d'une "classe moyenne patrimoniale" (Piketty) (B). Cette moyennisation de la société est enfin symbolisée par l'entrée dans une société de consommation (C).

Dès les élections municipales d'avril 1945, première élections auxquelles participent les femmes françaises, se confirme le déclin du parti radical après la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci assimilé à une III<sup>e</sup> République responsable de la déroute, ne semble donc plus en mesure de représenter une classe moyenne en plein essor, favorisée par les mesures sociales de l'Etat providence né de ~~de~~ ~~mesure~~ programme du CNR. Dès lors, les classes moyennes ne sont plus en majorité représentées par un parti dominant, mais se dispersent dans une multitude de partis, à l'exception du parti communiste qui entend abolir la propriété à laquelle elles aspirent et qui représente ce dont elles veulent se

détacher (la condition ouvrière). Il n'y a donc pas d'unité électorale dans le flou que certifient les classes moyennes, qui adhèrent tant au gaullisme qu'au parti des indépendants et paysans ou au paysanisme au début des années 1950. Si les partis sont tous de centre-droit ou de droite, en majorité, c'est peut-être en fait, de manière différente, une forme de stabilité à laquelle aspirent les classes moyennes après l'incertitude des années 1930 et la guerre. Ainsi, René France, devenu vice-président du parti radical, a pu mener une politique populaire auprès des classes moyennes en 1954 par la stricte application de son programme et la fin de la guerre d'Indochine. De même la popularité de De Gaulle au début des années 1960 peut s'expliquer par sa politique consistant à mettre fin à la guerre (qui n'est pas encore appelée telle) et donc à ramener plus de stabilité et à repousser les appels du contingent. Mais celui qui entend inciter les classes moyennes est surtout Valéry Giscard d'Estaing, élu en 1974, par sa politique moderniste et sa volonté de rassemblement. Il se présente en effet comme centriste, candidat de la "castellation centrale" que représentent les classes moyennes.

Cette analyse rejoint celle de Mendès dans La Seconde Révolution française, qui théorise la "moyennisation" de la société avec son modèle de la toupie. Plutôt qu'une classe caractérisée par son imitation, c'est désormais aussi les classes moyennes qu'on imite, comme il le montre avec la généralisation de la pratique du barbecue.

Or la classe moyenne est renforcée dans les "Trente Glorieuses" (Touranié, Les Trente Glorieuses, La Révolution inimitable de 1946 à 1976) par la croissance économique permise par l'effort de reconstruction et les gains de productivité. Naît alors, malgré l'hétérogénéité des positions, ce que Piketty appelle une "classe moyenne patrimoniale", qui participe du mouvement de réduction des inégalités tant au long du XX<sup>e</sup> siècle. Les classes moyennes ont en effet dans l'ensemble un accès facilité à la propriété grâce à des emprunts  $\neq$  à taux particulièrement bas et une stabilité de revenu assurée par un taux de chômage très bas. La tertiarisation de l'économie transforme alors le profil des classes moyennes, qui se recouvrent alors souvent en employé ou cadre, autre catégorie floue qui prend en consistance à cette époque (Boltanski, 1982). Cette tertiarisation, qui permet une hausse générale des salaires (la croissance des Trente Glorieuses s'effectue au prix d'une inflation des salaires plus seulement des prix) rend donc possible l'éclosion sociale à laquelle aspirent les classes moyennes. Celle-ci est renforcée par la massification de

l'enseignement secondaire. La mobilité sociale permise par l'éducation est cependant nuancée, voire contestée dès cette époque par Baudieu dans Les Héritiers (1964) et La Reproduction (1970) : selon lui, l'école ne ferait que légitimer le capital culturel des classes supérieures. De ce point de vue, elle reproduirait les inégalités sociales plutôt qu'elle ne les comblerait. Les classes moyennes, si elles voient leurs conditions s'améliorer, restent donc dans cet entre-deux qui le définit, entre une classe ouvrière alors en déclin du fait de la désindustrialisation et une classe dominante qui persiste dans son inaccessibilité du fait des inégalités et de l'inégale répartition des fruits de la croissance.

La mobilité ascendante des classes moyennes est concrétisée pendant les Trente Glorieuses par de grands améliorations dans l'habitat et l'accès à une société de consommation. Mais qui au début des années 1950, moins d'un ménage sur deux avait accès à l'eau courante, ce qui la quasi-totalité des foyers sont équipés à la fin des années 1970. Les conditions de vie s'améliorent, tout grâce aux mesures sociales de l'État pendant ce moment (sécurité sociale, SMIC en 1970, etc) que grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. La répartition du budget des classes moyennes tend ainsi à se rapprocher de celle des classes hautes, avec une baisse des postes d'alimentation et d'habillement, et une augmentation des dépenses concernant les loisirs et l'habitat. L'entrée dans une société de consommation, qui concrétise l'expansion à l'échelle sociale des classes moyennes, est ainsi favorisée par le crédit à la consommation (CETELEM), qui permet de doter les ménages en électroménager notamment. L'équipement en automobile se généralise également. Les classes moyennes deviennent ainsi l'emblème d'une société de consommation, dont l'abondance est soulignée par Boris Vian dans Le Complot du Progrès. L'acquisition de biens matériels, si elle n'homogénéise pas les consommations, concrétise une classe qui ne se définissait jusqu'alors que par une acquisition commune.

Ainsi, on assiste à une modernisation de la société française au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : un groupe électoral élargi en "candidature" mais centriste et une classe hétérogène rapprochée, non par l'appartenance à une même couche de classe, mais par l'accès à des biens matériels et à la propriété.

Cependant, la crise des années 1970 semble mettre un terme à ce phénomène de modernisation : apparaît en effet un chômage de masse qui met un terme à l'épanouissement social et qui mène même à un déclin social (A). Dès lors "la lutte des classes", dont étaient élargies les classes moyennes jusqu'alors, est remplacée par une "lutte des classes" (Castel) qui

les fragilisés (B).

La crise des années 1970, provoquée par le choc pétrolier, touche directement les classes moyennes, ou au moins la partie la plus précaire des classes moyennes. En effet, la crise révèle une crise plus profonde du modèle de croissance fondée et d'une ~~sorte~~ croissance fondée sur l'énergie à bas prix. Or les classes moyennes avaient bénéficié, par ricochet, d'une telle croissance et d'un accès à la consommation de biens peu chers. Le retour de l'inflation à deux chiffres met fin à une telle facilité de consommation. D'autre part, le chômage de masse (1 million de chômeurs en 1977, puis 2 millions au tournant des années 1980, jusqu'à 3 millions dès 1983) touche particulièrement une classe moyenne encore fragile, peu qualifiée. Le chômage, ou la perspective du chômage fragilisent donc des classes moyennes qui s'étaient jusqu'alors consolidées par le retour du précaire représenté par la condition ouvrière. L'aspiration à une imitation des classes supérieures est donc remplacée par celle de ne pas revenir à une situation inférieure dans l'échelle sociale. Si la mobilité sociale est toujours possible, elle semble désormais plus descendante qu'ascendante. Les politiques économiques semblent alors incapables de lutter contre le chômage qui participe à l'érosion de l'idéal des classes moyennes.

Dans les années 1980, devant la consolidation d'un chômage de masse désormais structurel et plus seulement conjoncturel, l'idéal de mobilité sociale ascendante des classes moyennes est donc remis en cause. Brudelot et Edellet montrent ainsi dans Avoir vingt ans, en comparant les cohortes nées en 1938 et celles nées en 1968 (deux générations successives) que la mobilité exercée des premiers était plus importante que celle des seconds. Dès lors, Edellet parle dans Les métamorphoses de la question sociale de "déstabilisation des stables". Les classes moyennes, qui se voyaient stables et qui ne pouvaient qu'espérer à mieux, sont en effet déstabilisées par le précarisation du marché du travail et la montée du chômage de masse. Ainsi la lutte des classes, dont étaient exclus les classes moyennes, intermédiaires entre les deux classes déclassées par Marx, est remplacée par ce qu'il appelle une "lutte des places". C'est donc désormais au sein d'une classe moyenne qui s'est ébergée tout au long du siècle que s'effectue une lutte pour se maintenir à sa place dans l'ordre social. Dès lors, les classes moyennes n'ont peut-être pas tant disparues que changé de nature; elles ne se définissent peut-être plus tant par leur appartenance à une vie bourgeoise, qu'à une stabilisation de leur situation, dans un contexte d'apparition de nouveaux questionnements sociaux comme l'exclusion et le précaire. Dans le discours politique, cela s'atteste par un déficit d'unité et de cohésion: les programmes doivent désormais contenter un maximum d'individus appartenant à une classe moyenne très hétérogène. En atteste par exemple la campagne présidentielle de



# Copie anonyme - n°anonymat : 734312

Emplacement  
GR Code

Code épreuve : 279

Nombre de pages : 9

Session : 2023

Épreuve de : HISTOIRE

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Néanmoins en 1988, au sein de la "Génération Mitterrand". Plutôt que d'être le support électoral d'un parti unique (radical) comme au début du siècle, toutes les formations politiques entendent désormais représenter une classe moyenne devenue centrale par sa taille et son importance dans la société.

Ainsi, la crise des années 1970 a fragilisé les aspirations d'une classe moyenne devenue majoritaire (quantitativement) dans la société. Mais plutôt qu'une classe en déclin, les classes moyennes s'affirment à la fin du siècle comme représentantes d'une partie centrale de la société.

Les classes moyennes représentent donc en France un ensemble flou et hétérogène qui s'est défini de lui-même tout au long du ~~20~~<sup>21</sup> siècle en prenant son essor. Réunies, malgré leurs différences, par une même aspiration de mobilité sociale ascendante, elles se sont étoffées après guerre jusqu'à former une "constellation centrale". "Moyennes" et "centrales", cette classe se définit non par ce qu'elle est, mais par rapport aux autres groupes sociaux dont elle veut se distinguer (classe ouvrière) ou dont elle veut se rapprocher (bourgeoisie), tant par ses affiliations politiques que par sa consommation culturelle.

Mais, dès lors que la catégorie "classes moyennes" représente, dans son flou définitionnel, une partie majoritaire de la société française, on peut se demander si ce concept est réellement toujours pertinent. Si une analyse historique a permis d'en dessiner les contours, il s'agit ~~d'en étudier~~ d'en étudier la coexistence aujourd'hui.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE



